

Negotiable European Commercial Paper (NEU CP) (trade name)<sup>1</sup>

Information Memorandum  
(*Dossier de Documentation Financière*)

**Name of the Programme**  
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE),  
Commercial Paper

**Name of the Issuer**  
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)

**Type of Programme**  
Commercial Paper Programme

**Programme Size**  
EUR 6,000,000,000

**Guarantor**  
None

**Ratings of the Programme**  
Rated P-1 by Moody's Investors Service Ltd; and  
Rated F1+ by Fitch Ratings

**Arranger**  
SOCIETE GENERALE

**Issuing and Paying Agent (*Agent Domiciliataire*)**  
SOCIETE GENERALE

**Dealers**  
BNP PARIBAS  
CREDIT AGRICOLE CIB  
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)  
ING Bank NV  
SOCIETE GENERALE

**Effective date of the Information Memorandum**  
22 July 2016

**Amendment to the Information Memorandum**  
None

---

<sup>1</sup> Denominated Commercial Paper as defined in article 1 of the Decree N° 2016-707 dated 30 May 2016.

The Commercial Papers have not been and will not be registered under the Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act"), or any other laws or regulations of any state of the United States of America, and may not be offered or sold within the United States of America, or to, or for the account or benefit of, U.S. persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act).

Prepared in compliance with Articles L. 213-1 A to L. 213-4-1 of the Code monétaire et financier

An original copy of this document is sent to:

**BANQUE DE FRANCE**

Direction générale de la stabilité financière et des opérations (DGSO)

Direction de la mise en œuvre de la politique monétaire (DMPM)

21-1134 Service des Titres de Créances Négociables (STCN)

39, rue Croix des Petits Champs

75049 PARIS CEDEX 01

## TABLE OF CONTENTS

### FRENCH SECTION

#### RESUME DE LA DOCUMENTATION FINANCIERE

- I DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION
- II DESCRIPTION DE L'EMETTEUR
- III CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES
- IV INFORMATION CONCERNANT LA DEMANDE DE LABEL STEP PAR L'EMETTEUR

#### ANNEXES

- ANNEXE I **Rapports annuels et comptes annuels**  
Rapport Annuel 2015 du Groupe Helaba  
Rapport Annuel 2014 du Groupe Helaba
- ANNEXE II **Rapports des auditeurs**
- ANNEXE III **Notation du Programme, informations additionnelles**

### ENGLISH SECTION

- I DESCRIPTION OF THE ISSUANCE PROGRAMME
- II DESCRIPTION OF THE ISSUER
- III CERTIFICATION OF INFORMATION FOR THE ISSUER
- IV INFORMATION CONCERNING THE ISSUER'S REQUEST OF THE STEP LABEL

#### APPENDICES

- APPENDIX I **Issuer Annual Reports and financial accounts**  
Annual Report 2015 of the Helaba Group  
Annual Report 2014 of the Helaba Group
- APPENDIX II **Report of independent auditors**
- APPENDIX III **Rating of the Programme, additional information**

## **FRENCH SECTION**

### **I. DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION**

Article D. 213-9, II, 1° et 213-11 du Code monétaire et financier et Article 6 de l'arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures

**1.1 Nom du programme :**  
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRIGEN GIROZENTRALE), Titres négociables à court terme

**1.2 Type de programme :**  
Titres négociables à court terme

**1.3 Dénomination sociale de l'Emetteur :**  
**HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRIGEN GIROZENTRALE)**

**1.4 Type d'émetteur :**  
Etablissement de crédit

**1.5 Objet du programme :**  
Afin de satisfaire aux besoins généraux de financement d'HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRIGEN GIROZENTRALE), (« l'Emetteur » ou la « Banque ») et de ses filiales, l'Emetteur procédera à l'émission périodique de titres négociables à court terme, conformément aux articles L. 213-1 A à L. 213-4-1 et D. 213-1 à D. 213-14 du Code monétaire et financier et à toutes les réglementations applicables.

**1.6 Plafond du programme :**  
L'encours maximal des titres négociables à court terme émis aux termes du Programme s'élèvera à 6 milliards d'euros ou sa contre-valeur en toute autre devise autorisée à la date d'émission.

**1.7 Forme des titres :**  
Les titres du programme sont des titres de créances négociables, émis au porteur et sont inscrits en compte auprès d'intermédiaires autorisés conformément à la législation et à la réglementation française en vigueur.

**1.8 Rémunération :**  
La rémunération des titres négociables à court terme est libre.

Cependant, si l'Emetteur émet des titres négociables à court terme dont la rémunération est liée à un indice ou une clause d'indexation, l'Emetteur n'émettra que des titres négociables à court terme dont la rémunération est liée à un indice usuel du marché monétaire, tel que, mais non limité à : EURIBOR, LIBOR ou EONIA.

De telles formules de rémunération ne doivent pas résulter en un remboursement du capital en dessous du pair.

L'Emetteur ne peut pas émettre de titres négociables à court terme avec paiements de principal qui peuvent potentiellement être variables.

Dans le cas d'une émission comportant une option de prorogation ou de rachat, telle que prévue au

paragraphe 1.10 ci-après, les conditions de rémunération des titres négociables à court terme seront fixées à l'occasion de l'émission initiale et ne pourront pas être modifiées ultérieurement, notamment à l'occasion de l'exercice de l'option de prorogation ou de rachat.

**1.9 Devises d'émission :**

Les titres négociables à court terme seront émis en euro ou dans toute autre devise autorisée par la législation française en vigueur au moment de l'émission conformément à l'article D. 213-6 du Code monétaire et financier.

**1.10 Maturité :**

L'échéance des titres négociables à court terme sera fixée conformément à la législation et à la réglementation française, ce qui implique qu'à la date des présentes ladite échéance ne peut être inférieure à un jour ni supérieure à 1 an (365 jours ou 366 jours lors d'une année bissextile).

Les titres négociables à court terme peuvent être remboursés avant maturité en accord avec les lois et les réglementations applicables en France. L'option de remboursement anticipé, s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée de titres négociables à court terme.

L'Emetteur se réserve le droit de racheter les titres négociables à court terme, en conformité avec la législation et la réglementation françaises applicables.

Les titres négociables à court terme émis dans le cadre du Programme pourront comporter une ou plusieurs options de prorogation de l'échéance (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) événement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et/ou du détenteur).

Les titres négociables à court terme émis dans le cadre du Programme pourront aussi comporter une ou plusieurs options de rachat par l'Émetteur (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) événement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et/ou du détenteur).

L'option de prorogation ou de rachat de titres négociables à court terme, s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée.

En tout état de cause, la durée de tout titre négociable à court terme assorti d'une ou de plusieurs de ces clauses, sera toujours, toutes options de prorogation ou rachat comprises, conforme à la réglementation en vigueur au moment de l'émission dudit titre négociable à court terme.

**1.11 Montant unitaire minimal des émissions :**

Le montant unitaire, déterminé au moment de chaque émission, sera au moins égal à 200.000 euros ou à la contre-valeur de ce montant en toute autre devise.

**1.12 Dénomination minimale des Titres de créances négociables :**

En vertu de la réglementation (Article D 213-11 du Code monétaire et financier), le montant minimum légal des titres négociables à court terme émis dans le cadre de ce programme doit être de 200 000 euros ou la contre-valeur de ce montant en devises déterminée au moment de l'émission.

**1.13 Rang :**

Les titres négociables à court terme constitueront des obligations directes, non assorties de sûreté et non subordonnées de l'Emetteur, venant au moins à égalité de rang avec les autres obligations présentes et futures, directes, non assorties de sûreté, non garanties et non subordonnées de l'Emetteur.

- 1.14 Droit applicable :**  
Tout titre négociable à court terme émis dans le cadre de ce Programme sera régi par le droit français.  
Tous les litiges auxquels l'émission des titres négociables à court terme pourraient donner lieu seront régis par le droit français et interprétés selon le droit français.
- 1.15 Admission des TCN sur un marché réglementé :**  
L'ensemble, ou une partie seulement, des titres négociables à court terme émis dans le cadre de ce Programme pourront être admis à la négociation sur Euronext Paris.  
Il pourra être vérifié si une émission de titres négociables à court terme est admise à la négociation sur Euronext Paris sur le site internet d'Euronext Paris à l'adresse :  
<https://euronext.com/bondmatch/issuers> .
- 1.16 Système de règlement livraison d'émission :**  
Les titres négociables à court terme seront émis via Euroclear France.
- 1.17 Notations du Programme :**  
Les agences de notation Moody's Investors Service Ltd et Fitch Ratings ont respectivement attribué les notations P-1 et F1+ au Programme.  
Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter la notation en vigueur.  
Les informations additionnelles relatives à la notation du programme sont insérées en Annexe III.
- 1.18 Garantie :**  
Sans objet.
- 1.19 Agent Domiciliaire :**  
L'Emetteur a désigné la SOCIETE GENERALE en qualité d' « Agent Domiciliaire » pour le Programme.  
L'Emetteur peut décider de remplacer l'Agent Domiciliaire d'origine ou de nommer d'autres Agents Domiciliaires et, dans cette hypothèse, mettra à jour la Documentation Financière conformément à la réglementation en vigueur.
- 1.20 Arrangeur :**  
SOCIETE GENERALE
- 1.21 Mode de placement envisagé :**  
Les titres négociables à court terme seront placés par les Agents Placeurs suivants (les « Agents Placeurs ») : BNP PARIBAS, Crédit Agricole CIB, HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE), ING Bank N.V et SOCIETE GENERALE.  
L'Emetteur pourra ultérieurement remplacer un Agent Placeur ou nommer d'autres Agents Placeurs ; une liste à jour desdits Agents Placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Emetteur.

## **1.22 Restrictions à la vente :**

### **Restrictions Générales**

Aucune mesure n'a été ou ne sera prise par l'Emetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial et chaque détenteur subséquent de titres négociables à court terme émis dans le cadre du Programme aux fins de permettre une offre au public des titres négociables à court terme, ou la détention ou la distribution de la Documentation Financière ou de tout autre document relatif aux titres négociables à court terme, dans un pays ou un territoire où des mesures sont nécessaires à cet effet.

L'Emetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial et chaque détenteur subséquent de titres négociables à court terme s'est engagé, dans la mesure du possible, et au mieux de ses connaissances, à respecter les lois et règlements en vigueur dans chaque pays ou territoire où il achète, offre ou vend les titres négociables à court terme ou dans lequel il détient ou distribue la Documentation Financière ou tout autre document relatif aux titres négociables à court terme et à obtenir tout consentement, accord ou permission nécessaire à l'achat, l'offre ou la vente de titres négociables à court terme conformément aux lois et règlements qui lui sont applicables et à ceux du pays ou territoire où il réalise cet achat, offre ou vente et ni l'Emetteur, ni aucun Agent Placeur, ni aucun souscripteur initial ou détenteur subséquent de titres négociables à court terme n'encourt de responsabilité à ce titre.

L'Emetteur, ni aucun Agent Placeur, aucun souscripteur initial ou détenteur subséquent de titres négociables à court terme n'offrira, ne vendra ni ne remettra, directement ou indirectement, les titres négociables à court terme ou distribuera la Documentation Financière ou tout autre document relatif aux titres négociables à court terme, dans aucun pays ou territoire excepté dans des circonstances qui aboutissent au respect de toutes les lois et règlements applicables et qui ne mette aucune obligation à la charge de l'Emetteur.

### France

L'Emetteur, chaque Agent Placeur, tout souscripteur initial a déclaré et garanti et chacun des détenteurs futurs des titres négociables à court terme sera réputé avoir déclaré et accepté, au jour de la date d'acquisition des titres négociables à court terme, s'engager à se conformer aux lois et règlements français en vigueur relatifs à l'offre, au placement, à la distribution et à la revente de titres négociables à court terme ou à la distribution en France des documents y afférent.

Pour les autres pays, merci de vous référer au § 1.22, *English Section* (§1.22 de la section en anglais).

## **1.23 Fiscalité :**

L'Emetteur ne s'engage pas à indemniser les détenteurs de titres négociables à court terme en cas de prélèvement de nature fiscale en France ou à l'étranger, sur toutes sommes versées au titre des titres négociables à court terme, à l'exception des droits de timbres ou droit d'enregistrement dus par l'Emetteur en France.

## **1.24 Implication d'autorités nationales :**

Banque de France

## **1.25 Coordonnées des personnes assurant la mise en œuvre du Programme :**

Des informations sur l'Emetteur peuvent être obtenues sur :

• le site web de HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) :

[www.helaba.de](http://www.helaba.de)

• Contacts :  
Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale  
Neue Mainzer Strasse 52-58  
D-60311 Francfort-sur-le-Main

Frédéric Topin : Commercial Paper Desk  
e-mail : [frederic.topin@helaba.de](mailto:frederic.topin@helaba.de)  
Tél : +49 69 91 32 – 17 57  
Fax : +49 69 91 32 – 21 53

Bernd Gesser: Liability Management & Funding  
e-mail: [bernd.gesser@helaba.de](mailto:bernd.gesser@helaba.de)  
Tél : +49 69 91 32 – 31 94  
Fax : +49 69 91 32 – 31 77

Isabell Schmidt: Liability Management & Funding  
e-mail: [isabell.schmidt@helaba.de](mailto:isabell.schmidt@helaba.de)  
Tél : +49 69 91 32 – 36 42  
Fax : +49 69 91 32 – 31 77

**1.26 Informations complémentaires relatives au Programme**

Merci de vous référer au paragraphe 1.26 de la section en anglais (*paragraph 1.26, English Section*).

**1.27 Langue de la documentation financière**

La version en langue anglaise de la Documentation Financière fait foi. La version en langue française est établie pour seule information.



## II. DESCRIPTION DE L'EMETTEUR

Article D. 213-9, II, 2° du Code monétaire et financier et Article 7, 3° de l'arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures

### 2.1 Dénomination sociale de l'Emetteur: LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE

### 2.2 Forme juridique :

L'Emetteur, qui est un établissement de crédit, a été créé en République Fédérale d'Allemagne sous la forme d'un établissement public. Constitué sous le régime du droit public allemand, il relève de la compétence des tribunaux de la République Fédérale d'Allemagne. Helaba est une entité légale de droit public. Conformément au « Mécanisme de surveillance unique » (MSU : un mécanisme uniforme de supervision bancaire dans la zone euro auquel d'autres Etats Membres de l'Union Européenne peuvent adhérer volontairement), depuis le 4 novembre 2014 Helaba fait l'objet d'une supervision directe par la Banque Centrale Européenne (BCE). Le fondement de cette supervision directe d'Helaba par la BCE est la qualification d'Helaba comme étant une institution « qui présente un intérêt important significatif ». Pour l'exécution de sa fonction de supervision, la BCE est accompagnée par l'Autorité Fédérale de Supervision Financière (*Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht*), qui est une autorité indépendante dotée de pouvoirs de supervision, et par *Deutsche Bundesbank*.

En plus de cette supervision bancaire générale, Helaba est soumis à la supervision statutaire des Etats fédéraux de Hesse et de Thuringe (Sections 2(1) et 12(1) du traité de l'Etat).

### 2.3 Date de constitution :

La *Hessische Landesbank Girozentrale* a été créée en 1953 suite à la fusion de *Hessische Landesbank Darmstadt* (fondé en 1940), de *Nassauische Landesbank Wiesbaden* (fondé en 1840) et de *Landeskreditkasse zu Kassel* (fondé en 1832). Le 1<sup>er</sup> juillet 1992, le traité sur la formation d'une organisation conjointe des caisses d'épargne "*Joint Savings Bank Organisation*" entre les Etats de Hesse et de Thuringe est entré en application. Depuis cette date, Helaba opère sous le nom "*Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale*".

La dénomination sociale de l'Emetteur est "*Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale*", le nom commercial est "Helaba".

Helaba a été créé en Allemagne et est régi par le droit public allemand (*rechtsfähige Anstalt des öffentlichen Rechts*).

### 2.4 Sièges sociaux :

Neue Mainzer Strasse 52-58  
D-60311 Francfort-sur-le-Main  
Tel : +49 69 91 32 – 01  
Fax : +49 69 29 15 17

Bonifaciusstrasse 16  
D-99084 Erfurt  
Tel : +49 361 217 – 71 00  
Fax : +49 361 217 – 71 01

### 2.5 Numéro d'immatriculation et lieu d'enregistrement :

Helaba est enregistré auprès des registres du commerce de Francfort-sur-le-Main (numéro HRA 29821) et Jena (numéro HRA 102181).

## 2.6 **Objet social résumé :**

Helaba est une banque régionale.

La Banque doit en particulier remplir les fonctions d'organe centralisateur pour les caisses d'épargne dans les Etats Fédéraux de Hesse, Thuringe et de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et les fonctions de banque de prêts aux collectivités locales et de banque d'Etat pour les Etats Fédéraux de Hesse et de Thuringe. La Banque peut également assumer les fonctions d'un organe centralisateur pour les caisses d'épargne d'autres Etats fédéraux d'Allemagne.

En qualité d'organe centralisateur pour des caisses d'épargne, la Banque doit notamment gérer les liquidités des caisses d'épargne dans les Etats fédéraux précisés dans la sous-section 1 par le biais d'une politique d'investissement appropriée et doit élargir les facilités de liquidités appropriées pour les caisses d'épargne. Elle est également responsable, en coopération avec les caisses d'épargne, des opérations commerciales découlant de ses activités exercées en sa qualité susmentionnée.

En sa capacité de banque municipale et banque d'Etat, la Banque doit conduire les opérations bancaires des autorités locales et des associations des autorités locales, des Etats Fédéraux de Hesse et Thuringe, d'autres compagnies, institutions, fondations de droit public ainsi que des entreprises associées à ces dernières et doit les assister dans la réalisation de leurs fonctions par le biais de ses opérations commerciales.

La Banque peut assurer les fonctions de "trustee" et aider au développement du secteur public pour les Etats Fédéraux de Hesse et Thuringe et d'autres autorités publiques. Conformément aux plans de développement du secteur public, particulièrement dans les domaines du logement et du développement urbain, de l'industrie et du commerce, de l'agriculture et de la protection environnementale, ces fonctions sont réalisées par les divisions établies au sein de la Banque à Hesse et Thuringe et ce conformément à la section 8 sous-section 4 du Traité sur la Constitution de l'Association des Caisses d'Epargne Conjointes de Hesse-Thuringie.

La Banque doit diriger une Association de Construction et de Prêt (*Bausparkasse*), en particulier dans les Etats Fédéraux d'Hesse et Thuringe, en conformité avec la Loi Allemande relative à l'Association de Construction et de Prêt (*Gesetz über Bausparkassen*) connue sous la dénomination "*Landesbausparkasse Hessen-Thüringen*", institution légalement dépendante. L'Association de Construction et de Prêt doit préparer des comptes financiers annuels et un rapport de gestion séparés.

La Banque peut conduire des opérations bancaires de toutes sortes, fournir tous services et exécuter d'autres transactions usuelles dans le domaine de l'activité bancaire dès lors que ces opérations sont menées directement ou indirectement afin de satisfaire à l'objet de la Banque. A ce titre, la Banque peut acquérir des participations, créer ses propres institutions indépendantes ainsi qu'acquérir et disposer de propriétés immobilières développées ou non développées et de titres équivalents.

La Banque doit être autorisée à émettre des obligations hypothécaires (*Pfandbriefe*) conformément à la Loi Fédérale Allemande sur l'émission des lettres de gage (*Pfandbriefgesetz*) ou autres types d'obligations.

Dans le cadre de ses fonctions, la Banque peut devenir membre d'associations et d'autres organisations.

Les activités de la Banque doivent être conduites sur la base de bonnes pratiques commerciales en tenant compte des considérations économiques générales et en répondant aux besoins des caisses d'épargne et des autorités locales. Au regard de la nature publique des missions de la Banque, la réalisation de profits ne doit pas être l'objet principal de son activité.

## **Programme de Protection des Dépôts et d'Indemnisation des Investisseurs**

Helaba est membre du Programme de Protection des Dépôts et d'Indemnisation des Investisseurs de *Sparkassen-Finanzgruppe* (le **Programme**). L'objet du Programme est d'assurer que les institutions membres soient elles-mêmes protégées, en particulier s'agissant de leur liquidité et leur solvabilité. Toutes les banques d'épargne, les *Landesbanks* et les associations de prêts immobiliers et d'épargne (*Landesbausparkassen*) sont membres de ce Programme. Conformément aux dispositions de ses actes constitutifs le Programme consiste en un mécanisme de responsabilité conjointe relative à des actifs interdépendants collectés par les banques d'épargne, les *Landesbanks* et la Banque Postale Centrale et *Landesbausparkassen*. En cas de crise, la liquidité et la solvabilité d'une institution peut être protégée par des mesures de soutien pertinentes. Les institutions atteintes par la crise peuvent ainsi être maintenues en mesure de continuer de remplir leurs obligations sans restrictions.

La Loi sur la Garantie des Dépôts qui est entrée en vigueur le 3 juillet 2013 a transposé les exigences de la Directive relative aux Systèmes de Garantie des Dépôts dans le droit allemand. Le *Sparkassen-Finanzgruppe* a adapté son système de protection des dépôts et des investisseurs dans les délais exigés par les exigences réglementaires. En particulier, un système de protection des dépôts pour protéger les dépôts éligibles à l'indemnisation à hauteur de 100,000 euros par client a été mis en place, au-delà de la protection institutionnelle. De plus, le montant visé de financement du système de protection des dépôts et d'indemnisation des investisseurs a été augmenté et modifié pour s'adapter à la base de calcul révisée. L'autorité de Supervision Financière Fédérale Allemande (Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht – BaFin) a reconnu que le système institutionnel de protection de *Sparkassen-Finanzgruppe* comme système de garantie des dépôts au sens de la Loi sur la Garantie des Dépôts.

En outre, il existe également un Fond de Réserve des Banques d'Epargne et une Banque Postale Hesse-Thuringe, dont Helaba est devenue membre. En 2012, pour financer ces Fonds de Réserve, Rheinischer Sparkassen- und Giroverband - (RSGV) et Westfälisch-Lippischer Sparkassen- und Giroverband (SVWL) ont chacun établi un fond de réserve additionnel en faveur d'Helaba financé à hauteur de leur part dans le capital d'Helaba (4,75% chacun).

### **2.7 Renseignements relatifs à l'activité de l'Emetteur**

Pour une comparaison des données des deux derniers exercices dans les principales branches d'activité de Helaba : voir pages 80 et 85 à 86 du Rapport Annuel 2015.

#### **Présentation générale de l'activité**

Helaba est autorisé à réaliser toutes sortes d'opérations bancaires et à rendre toutes sortes de services financiers, à l'exception de la gestion d'un Système Multilatéral de Négociation.

Le business modèle stratégique d'Helaba repose sur les trois unités fonctionnelles "Banque de Gros", "Activité S-Group, Clientèle Privée et activité PME", "Développement Public et Infrastructure".

Les sièges sociaux de la banque sont situés à Frankfurt am Main et Erfurt ; la banque possède également des succursales à Düsseldorf, Kassel, Paris, Londres et New York. Elles sont assistées par des représentants et des bureaux de vente, des filiales et des affiliés.

Les activités d'Helaba concernant l'unité fonctionnelle "Banque de Gros" (*Wholesale Business*) sont concentrées sur les six divisions principales suivantes : Immobilier, Finance d'Entreprise, Institutions Financières et Institutions Publiques Etrangères, Activités de Marchés, Gestion d'Actif et Activités d'Affaires. Pour ses ventes, Helaba suit deux approches différentes, premièrement elle

cible les clients potentiels de divers produits dans des domaines différents et, deuxièmement elle oriente ses efforts de ventes de tous ces produits à destination des grandes sociétés et des grandes PME, des clients institutionnels, des entreprises municipales et les autorités publiques nationales, régionales et locales.

Au sein du segment d'activité "Activité S-Group, Clientèle Privée et activité PME", Helaba en qualité de banque centrale des caisses d'épargne agit comme principal fournisseur de produits et comme plateforme de services pour les caisses d'épargne de Hesse et de Thuringe, de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et de Brandebourg. Dans les Etats Fédéraux de Hesse et de Thuringe, Helaba et le S-Group *Sparkassen* constituent le *Sparkassen-Finanzgruppe Hessen-Thüringen*, qui repose sur le business modèle de l'unité économique, qui prépare des états financiers consolidés et qui bénéficie d'une notation de *joint S-Group*. Des accords de coopération ont été signés avec *Sparkassen* et ses associations en Rhénanie- du- Nord- Westphalie. En outre, il existe des accords commerciaux de coopération avec les *Sparkassen* dans l'Etat Fédéral de Brandebourg. Les accords avec *Sparkassen* en Rhénanie- du- Nord- Westphalie et Brandebourg complètent le S-Group Concept du *Sparkassen-Finanzgruppe Hessen-Thüringen*, qui continue sous sa forme actuelle.

A travers la *Landbausparkasse Hessen-Thüringen*, entité légalement dépendante, Helaba est actif dans le domaine du prêt immobilier et de l'épargne. *Frankfurter Sparkasse*, une filiale entièrement consolidée détenue à 100% par Helaba et régie par le droit public allemand, est un acteur significatif en matière de banque de détail dans la région de Francfort et de Main. Via *1822direct Frankfurter Sparkasse* agit directement au niveau national dans le domaine bancaire. *Frankfurter Bankgesellschaft (Schweiz) AG* et sa filiale *Frankfurter Bankgesellschaft AG (Deutschland)* détenue à 100%, offre les produits de banque privée, gestion de fortune et de gestion d'actifs d'Helaba pour *Sparkassen*.

Dans l'unité d'activité "Développement Public et Infrastructure" Helaba a été chargée de gérer des programmes de développement public pour l'Etat Fédéral de Hesse à travers *Wirtschafts- und Infrastrukturbank Hessen (WIBank)*, qui est un établissement légalement dépendant d'Helaba. WIBank jouit d'une garantie directe de l'Etat Fédéral de Hesse, comme autorisée en vertu du droit de l'Union Européenne (UE). De plus, Helaba détient des participations dans plusieurs organismes de développement dans Hesse et Thuringe, et plus particulièrement dans des banques de garanties et des sociétés d'investissement dans des PME.

## **Information sur l'évolution de l'activité**

### *Conditions concurrentielles*

Les conditions concurrentielles dans le secteur bancaire allemand sont influencées par des taux d'intérêts historiquement et durablement bas et par les mesures prises pour la transposition en droit allemand de l'Union Bancaire Européenne. A côté des taux historiquement bas, les programmes de rachat d'actifs de la BCE inondent les marchés avec de la liquidité. Dans le même temps, les investisseurs institutionnels (compagnies d'assurance, fonds de pension) recherchent activement des opportunités d'investissement alternatif et optent pour des investissements dans de nouvelles classes d'actif (infrastructure, immobilier commercial, énergies renouvelables). Ils sont donc en train de devenir des concurrents des banques et augmentent la pression sur les marges pour les investissements à long terme dans les nouvelles activités. Cependant, pour les établissements de crédit ayant des structures de financement stables et ciblant des domaines d'activité sélectionnés, des opportunités de se renforcer et d'étendre leurs positions sur le marché sont possibles.

Les changements principaux dans le cadre réglementaire sont les suivants :

*Supervision prudentielle par la BCE (Mécanisme de Surveillance Unique, MSU)*

Depuis novembre 2014, la Banque Centrale Européenne (BCE) assume la responsabilité de la supervision directe des 123 groupes bancaires « significatifs » dans la zone euro, notamment 21 banques allemandes, ce qui est l'un des changements opérés par le Mécanisme de Surveillance Unique (MSU). Le Groupe Helaba avec ses filiales Frankfurter Sparkasse et Frankfurter Bankgesellschaft (Deutschland) AG figure parmi les banques « qui présentent un intérêt important » et pour cette raison est soumis à la supervision directe de la BCE.

#### *Exigences de capital et de liquidité (Bâle III/ CRD IV/ CRR)*

A la suite de la Directive sur les Exigences de Fonds Propres (CDR IV) et du Règlement sur les Exigences de Fonds Propres (CRR), les exigences de fonds propres des établissements de crédit sont devenues sensiblement plus strictes à la fois en ce qui concerne la qualité et la quantité des fonds propres. Les nouveaux ratios de capitaux propres entreront progressivement en vigueur jusqu'en 2019.

La CRD IV prévoit une période transitoire qui se termine à la fin de l'année 2021 pour les instruments de capital actuellement reconnus comme des fonds propres réglementés de première catégorie (Tier 1 capital) mais qui ne rempliront plus les exigences applicables pour ce capital. Au sein du groupe Helaba, cela va affecter des participations d'un montant nominal de 953 millions d'euros.

Au cours de l'année 2015, Helaba a engagé des discussions avec l'Equipe de Surveillance Prudentielle Conjointe, une équipe dans laquelle la BCE et les autorités nationales de supervision sont conjointement représentées. Un des résultats du processus de surveillance prudentielle et d'évaluation des risques est que la BCE a notifié à Helaba en février 2015 le niveau minimum du ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (*Common Equity Tier 1*) (sur base consolidée) que Helaba doit maintenir (le ratio SREP). La Banque doit respecter ce ratio à tout moment. La Banque s'est vu notifier une exigence de fonds propres CET 1 de 9,25% pour 2016 dans une lettre datée du 20 novembre 2015. La BaFin a demandé à Helaba, étant une banque d'importance systémique au niveau national, de mettre en place un coussin additionnel de fonds propres CET1 – d'un montant de 1% – en trois étapes de 2017 jusqu'au 1er janvier 2019.

Les exigences de liquidité mesurée par application du ratio de liquidité à court-terme (*Liquidity Coverage Ratio*, LCR), uniformes sur le territoire de l'Union Européenne sont devenues obligatoires à partir du mois d'octobre 2015. Le niveau minimal du LCR sera augmenté progressivement de 60% en 2015 à 70% en 2016 puis à 100% en 2018. Le 31 octobre 2014, le Comité de Bâle a proposé des modifications des exigences relatives au second ratio de liquidité, le ratio structurel de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio*, NSFR). On peut considérer que ces exigences révisées du Comité de Bâle seront transposées dans le droit européen et que cette exigence de ratio entrera en vigueur en 2018. Dans tous les cas, les deux ratios amèneront à une augmentation du coût de gestion de la liquidité et pour cette raison auront un impact négatif sur la rentabilité. Helaba a commencé à s'adapter tôt aux nouvelles exigences de gestion de la liquidité et considère, en conséquence, qu'elle a une position confortable pour faire face aux nouvelles exigences réglementaires.

Le ratio de levier mesure le rapport entre le capital réglementaire et l'exposition totale au risque en tenant compte pour la détermination de cette exposition de tous les éléments du bilan et du hors bilan (notamment les dérivés). Actuellement, le ratio de levier doit être notifié aux autorités de supervision comme indicateur aux fins de la surveillance. Le ratio doit être divulgué au public par les banques. Un ratio minimum obligatoire doit être spécifié pour une entrée en vigueur à compter du 1er janvier 2018. La Commission Européenne devrait décider des détails au cours de la période 2016/2017.

**2.8.1 Montant du capital souscrit et entièrement libéré :**

Comme mentionné aux pages 83, 84 et 135 du Rapport Annuel 2015 du Groupe Helaba (*Appendix I*), au 31 décembre 2015, le capital souscrit et libéré de l'Emetteur s'élevait à 2.509 millions d'euros.

Le capital souscrit de 2.509 millions d'euros inclut dorénavant le capital social de 589 millions d'euros, souscrit par les actionnaires conformément à la Charte et les contributions au capital de 1.920 millions d'euros souscrit par l'Etat Fédéral d'Hesse.

**2.8.2 Montant du capital souscrit et non entièrement libéré :**

Non applicable.

**2.9 Répartition du capital :**

Comme mentionné en page 136 du Rapport Annuel 2015 du Groupe Helaba (*Appendix I*) au 31 décembre 2015, la répartition du capital s'établit de la manière suivante :

<i>Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen</i> (L'Association des Caisses d'Epargne et Banques Postales)	68,85%
L'Etat Fédéral de Hesse	8,10%
Rheinischer Sparkassen-und Giroverband	4,75%
Sparkassenverband Westfalen-Lippe	4,75%
Fides Alpha GmbH	4,75%
Fides Beta GmbH	4,75%
L'Etat Fédéral de Thuringe	4,05%

**2.10 Marchés règlementés sur lesquels les titres de capital ou de créances de l'Emetteur sont négociés :**

Non applicable.

**2.11 Composition du Conseil d'Administration et Conseil de Surveillance :**

L'organe de direction de la Banque est constitué d'un Conseil d'Administration et d'un Conseil de Surveillance.

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés par le Conseil des Détenteurs constitué de seize membres (§8(1) de la Charte d'Helaba) et approuvés par le Conseil de Surveillance.

Au 31 décembre 2015, la composition du Conseil d'Administration s'établit comme suit :

Herbert Hans Grüntker (Président)  
Jürgen Fenk  
Thomas Groß  
Dr. Detlef Hosemann  
Rainer Krick  
Klaus-Jörg Mulfinger  
Dr. Norbert Schraad

Le Conseil des Détenteurs et le Conseil de Surveillance ont nommé Herbert Hans Grüntker comme membre du Conseil d'Administration et comme Adjoint au Président du Conseil d'Administration à

compter du 1<sup>er</sup> juin 2015. Il est prévu qu'Herbert Hans Grüntker succède au Président en place Hans-Dieter Brenner qui part à la retraite le 30 septembre 2015.

Le Conseil de Surveillance supervise la conduite des affaires du Conseil d'Administration et il est composé de trente-six membres (§11(1) de la Charte d'Helaba).

Suite à l'admission de nouveaux actionnaires en 2012, le nombre de membres du Conseil de Surveillance a été augmenté de six, portant leur nombre total à 42 pour une période transitoire se terminant le 30 juin 2015.

Au 31 décembre 2015, la composition du Conseil de Surveillance s'établit comme suit :

Président

Gerhard Grandke

Adjoints

Dr. Werner Henning

Dr. Thomas Schäfer

Hans Martz (jusqu'au 31 décembre 2015)

Thorsten Derlitzki

Dr. Alfons Lauer

Membres du Conseil de Surveillance

Andreas Bausewein

Dr. Annette Beller

Ingo Buchholz

Patrick Burghardt

Georg Fahrenschon

Ulrich Heilmann

Bertram Hilgen

Dr. Christoph Krämer

Manfred Michel

Frank Nickel

Clemens Reif

Thorsten Schäfer-Gümbel

Uwe Schmidt

Wolfgang Schuster

Dr. Eric Tjarks

Alfred Weber (jusqu'au 31 décembre 2015)

Ulrich Zinn

Arnd Zinnhardt

Membres du Conseil de Surveillance élus par les employés

Frank Beck

Brigitte Berle

Thorsten Derlitzki – Président délégué

Werner Döhlitzscher

Gabriele Fuchs

Thorsten Kiwitz

Christiane Kutil-Bleibaum

Annette Langner  
Susanne Noll  
Hans Peschka  
Birgit Sahliger-Rasper  
Susanne Schmiedebach

Un poste de membre du Conseil de Surveillance était vacant.  
Un adjoint a été nommé pour chaque membre.

**2.12 Normes comptables utilisées pour les comptes consolidés :**

Comme mentionné en page 87 du Rapport Annuel 2015 du Groupe Helaba (*Appendix I*), les comptes consolidés du groupe Helaba pour l'année se terminant le 31 décembre 2015 ont été établis conformément à la Section 315a (1) du Code de Commerce Allemand (Handelsgesetzbuch, HGB) et le Règlement (EC) No. 1606/2002 du Parlement Européen et le Conseil du 19 juillet 2002 (Règlement IAS) en conformité avec les normes IFRS telles que publiées par l'IASB (*International Accounting Standard Board*) et transposées par l'Union Européenne.

**2.13 Exercice comptable :**

1er janvier au 31 décembre.

**2.13.1 Date de tenue de l'assemblée générale annuelle ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice écoulé :**

Le 23 mars 2016

**2.14 Exercice social :**

Comme mentionné en page 181 du Rapport Annuel 2015 du Groupe Helaba (*Appendix I*) : du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

**2.15 Commissaires aux comptes de l'émetteur ayant audité les comptes annuels de l'Émetteur**

Merci de vous référer au paragraphe 2.15 de la section en anglais (*Chapter II, English section*).

**2.16 Programmes d'émission à l'étranger de titres de même nature :**

L'Émetteur a un programme d'*Euro Commercial Paper* et d'*Euro Certificate of Deposit* de 10 milliards d'euros ainsi qu'un programme d'*US Commercial Paper* d'un montant de 5 milliards de dollars US.

**2.17 Notation de l'Émetteur :**

La dette courte de l'émetteur est notée A-1\* par Standard & Poor's, P-1 par Moody's Investor's services et F1+\* par Fitch Ratings.

**2.18 Informations complémentaires relatives à l'Émetteur :**

Optionnel<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup> Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas



### III. CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES

Article D. 213-9, II, 4° du Code monétaire et financier et les réglementations postérieures

Merci de vous référer au chapitre III de la section en anglais (*Chapter III, English section*).

**IV. INFORMATION CONCERNANT LA DEMANDE DE LABEL STEP PAR L'EMETTEUR**

Merci de vous référer au chapitre IV de la section en anglais (*Chapter IV, English section*).

**ANNEXES**

Merci de vous référer aux *Appendices, English section* (Annexes de la section en anglais).

## **I. DESCRIPTION OF THE ISSUANCE PROGRAMME**

### **Article D. 213-9, II, 1° and D 213-11 of the French monetary and financial code and Article 6 of the Order of 30 May 2016 and subsequent amendments**

- 1.1 Name of the programme:**  
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE), *Commercial Paper*
- 1.2 Type of programme:**  
Commercial Paper Programme in accordance with Articles L. 213-1 A to L. 213-4-1 and D. 213-1 to D. 213-14 of the *Code monétaire et financier* and all applicable regulations.
- 1.3 Name of the issuer:**  
**HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)**
- 1.4 Type of issuer:**  
Credit institution
- 1.5 Purpose of the programme:**  
In order to meet the general funding needs of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) (the "Issuer" or the "Bank") and its subsidiaries, the Issuer will issue from time to time Commercial Papers, in accordance with Articles L. 213-1 A to L. 213-4-1 and D. 213-1 to D. 213-14 of the *Code monétaire et financier* and all applicable regulations.
- 1.6 Programme size:**  
The maximum outstanding amount of Commercial Paper issued under the Programme shall be Euro 6,000,000,000 or its equivalent value at the date of issue in any other authorized currencies.
- 1.7 Form of the notes:**  
The notes of the programme are issued in bearer form and recorded in the books of authorised intermediaries (book-entry system) in accordance with French laws and regulations.
- 1.8 Yield basis:**  
The remuneration of the Commercial Papers is unrestricted.  
  
However, if the Issuer issues Commercial Papers with remuneration linked to an index or an index clause, the Issuer shall only issue Commercial Paper with remuneration linked to usual money market indexes, such as but not restricted to: EURIBOR, LIBOR or EONIA.  
  
Such remuneration formulas shall not result in a below par capital redemption.  
  
The Issuer may not issue Commercial Papers with potentially variable principal payments.  
  
In the case of an issue of Commercial Papers embedding an option of extension or repurchase, as mentioned in paragraph 1.10 below, the conditions of remuneration of such Commercial Papers will be set at when the said Commercial Papers will be initially issued and shall not be further modified, including when such an embedded option of extension or repurchase will be exercised.
- 1.9 Currencies of issue:**

Euro or any other currency authorised by laws and regulations in force in France at the time of the issue.

**1.10 Maturity:**

The term (maturity date) of the Commercial Paper shall be determined in accordance with laws and regulations applicable in France, which implies that, at the date hereof, such term shall not be less than one day and shall not exceed 365 days (366 days in a leap year).

The Commercial Papers may be repaid before maturity in accordance with the laws and regulations applicable in France. The early repayment option, if any, shall be explicitly specified in the confirmation form of any relevant issuance of Commercial Papers.

The Issuer reserves the right to repurchase the Commercial Papers subject to, and in compliance with, applicable French laws and regulations.

The Commercial Papers issued under the Programme may carry one or more embedded option(s) of extension of the term (hold by either the Issuer or the holder, or linked to one or several events not related to either the Issuer or the holder).

The Commercial Papers issued under the Programme may also carry one or more embedded option(s) of repurchase before the term (hold by either the Issuer or the holder, or linked to one or several events not related to either the Issuer or the holder).

An option of extension or repurchase of Commercial Papers, if any, shall be explicitly specified in the confirmation form of any related issuance of Commercial Papers.

In any case, the overall maturity of any Commercial Paper embedded with one or several of such clauses, shall always - all options of extension or repurchase included – conform to laws and regulations in force in France at the time of the issue.

**1.11 Minimum issuance amount:**

The Commercial Papers shall be issued for a nominal amount at least equal to Euro 200,000 or its equivalent in other currencies.

**1.12 Minimum denomination of the Commercial Papers:**

According to French regulation (Article D. 213-11 of the *Code monétaire et financier*) the Commercial Papers shall be issued for a nominal amount at least equal to Euro 200,000 or its equivalent in other currencies.

**1.13 Status of the Commercial Papers:**

The Commercial Papers shall constitute direct, unsecured and unsubordinated obligations of the Issuer, ranking at least *pari passu* with all other current and future direct, unsecured, unguaranteed and unsubordinated indebtedness of the Issuer.

**1.14 Governing law that applies to the Commercial Papers:**

Any *Commercial Paper* under the Programme will be governed by French law.

All potential disputes related to the issuance of the Commercial Paper shall be governed and construed according to French Law.

**1.15 Listing:**

All, or part only, of the Commercial Papers issued under this Programme may be admitted to trading on Euronext Paris.

Whether an issue of Commercial Papers is admitted to trading on Euronext Paris, it can be verified on the website of Euronext Paris at the following address:  
<https://euronext.com/bondmatch/issuers> .

**1.16 Settlement system of issuance:**

The Commercial Papers will be issued through Euroclear France.

**1.17 Ratings of the Programme:**

The ratings P-1 and F1+ have been assigned to the Programme by Moody's Investors Service Ltd and Fitch Ratings respectively.

The ratings may be reviewed at any time by the rating agencies. Investors are invited to refer to the website of the relevant rating agencies in order to have access to the latest rating.

Additional information in relation to the rating of the Programme is annexed hereto in Appendix III.

**1.18 Guarantee:**

No.

**1.19 Issuing and Paying Agent (*Agent Domiciliataire*):**

The Issuer has appointed SOCIETE GENERALE as its *Agent Domiciliataire* in relation to the Programme. The Issuer may decide to replace the initial *Agent Domiciliataire* or appoint another *Agent Domiciliataire* and will, following such appointment update the *information memorandum* in accordance with French laws and regulations.

**1.20 Arranger:**

SOCIETE GENERALE

**1.21 Dealer:**

The Commercial Papers will be placed by the following Placement Agents ("Dealers"): BNP PARIBAS, Crédit Agricole CIB, HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE), ING Bank N.V. and SOCIETE GENERALE.

The Issuer may subsequently elect to replace any of the Placement Agent or appoint other Placement Agents; an updated list of such Placement Agents shall be disclosed to investors upon request to the Issuer.

**1.22 Selling Restrictions:**

General selling

No action has been taken or will be taken by the Issuer, each Dealer, any initial subscriber and any further holder of the Commercial Papers issued under the Programme that would or is intended to permit a public offering of the Commercial Papers or the possession or distribution of the *information memorandum* or any other document relating to the Commercial Papers in any country or jurisdiction where action for that purpose is required.

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber and any further holder of the Commercial Papers has undertaken, to the extent possible, to the best of its knowledge, to comply with all applicable laws and regulations in force in any country or jurisdiction in which it purchases, offers or sells the Commercial Papers or possesses or distributes the *information memorandum* or any other document relating to the Commercial Papers and to obtain any consent, approval or permission required by it for the purchase, offer or sale of Commercial Papers under the laws and regulations in force in any

jurisdiction to which it is subject or in which it will make such purchases, offers or sales and neither the Issuer, nor any Dealer nor any initial subscriber nor any further holder shall have responsibility therefore.

None of the Issuer, any Dealer, any initial subscriber or any further holder of the Commercial Papers will either offer, sell or deliver, directly or indirectly, any Commercial Paper or distribute the *information memorandum* or any other document relating to the Commercial Papers in or from any country or jurisdiction except under circumstances that will result in the compliance with any applicable laws and regulations and which will not impose any obligations on the Issuer.

#### France

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber has represented and agreed, and any further holder of the Commercial Papers will be deemed to have represented and agreed on the date on which he purchases the Commercial Papers, to comply with applicable laws and regulations in force regarding the offer, the placement or the re-sale of the Commercial Papers or the distribution of the documents with respect thereto, in France.

#### United Kingdom

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber has represented and agreed and any further holder of the Commercial Papers will be required to represent and agree, that:

- (a) (i) it is a person whose ordinary activities involve it in acquiring, holding, managing or disposing of investments (as principal or agent) for the purposes of its business, and
- (ii) it has not offered or sold and will not offer or sell any Commercial Papers other than to persons whose ordinary activities involve them in acquiring, holding, managing or disposing of investments (as principal or agent) for the purposes of their businesses or who it is reasonable to expect will acquire, hold, manage or dispose of investments (as principal or agent) for the purposes of their businesses where the issue of the any Commercial Paper would otherwise constitute a contravention of section 19 of the Financial Services and Markets Act 2000 (FSMA) by the Issuer;
- (b) it has only communicated or caused to be communicated and will only communicate or cause to be communicated any invitation or inducement to engage in investment activity (within the meaning of section 21 of the FSMA) received by it in connection with the issue or sale of any Commercial Paper in circumstances in which section 21(1) of the FSMA does not apply to the Issuer; and
- (c) it has complied and will comply with all applicable provisions of the FSMA with respect to anything done by it in relation to such Commercial Paper in, from or otherwise involving the United Kingdom.

#### United States

The Commercial Papers have not been and will not be registered under the Securities Act of 1933, as amended (the "**Securities Act**"), or any other laws or regulations of any state of the United States of America, and may not be offered or sold within the United States of America, or to, or for the account or benefit of, U.S. persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act) except in certain transactions exempt from the registration requirements of the Securities Act.

The Issuer, each Dealer, and any initial subscriber have represented and agreed, and any further holder of the Commercial Papers will be required to represent and agree, that they have not offered,

sold or delivered, and will not offer, sell or deliver, whether directly or indirectly, any Commercial Paper within the United States of America or to, or for the account or benefit of, any U.S. person

- (i) as part of their distribution at any time, and
- (ii) otherwise until the day immediately following 40 days after the later of (y) the day on which such Commercial Papers are offered and (z) the issue date of such Commercial Paper (the “**Distribution Compliance Period**”). In addition, until the conclusion of the Distribution Compliance Period, an offer or sale of Commercial Paper within the United States by the Issuer, any Dealer, any initial subscriber or any further holder of the Commercial Papers, whether or not participating in the offering, may violate the registration requirements of the Securities Act.

The Issuer, each Dealer and any initial subscriber have also agreed, and any further holder of the Commercial Papers will be required to agree that they will send to each distributor, initial subscriber or person to which they sell the Commercial Papers during the Distribution Compliance Period a notice setting out the selling and offering restrictions of the Commercial Papers in the United States of America or to, or for the account or benefit of, US persons.

The Commercial Papers will be offered and sold only outside the United States to persons other than US persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act).

**1.23 Taxation:**

The Issuer is not bound to indemnify any holder of the Commercial Papers in case of taxes which are payable under French law or any other foreign law in respect of the principal of, or the interest on, the *Commercial Papers*, except for any stamp or registration taxes payable by the Issuer under French law.

**1.24 Involvement of national authorities:**

Banque de France

**1.25 Contact details of the persons in charge of the issuing programme:**

Information about the Issuer can be obtained from:

• HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE’s website:  
[www.helaba.de](http://www.helaba.de)

• Contacts: Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale  
Neue Mainzer Strasse 52-58  
D-60311 Frankfurt am Main

Frédéric Topin: Commercial Paper Desk  
e-mail: [frederic.topin@helaba.de](mailto:frederic.topin@helaba.de)  
Tel: +49 69 91 32 - 17 57  
Fax: +49 69 91 32 - 21 53

Bernd Gesser: Liability Management & Funding  
e-mail: [bernd.gesser@helaba.de](mailto:bernd.gesser@helaba.de)  
Tel: +49 69 91 32 - 31 94  
Fax: +49 69 91 32 - 31 77

Isabell Schmidt: Liability Management & Funding  
e-mail: [isabell.schmidt@helaba.de](mailto:isabell.schmidt@helaba.de)  
Tél : +49 69 91 32 – 36 42

Fax : +49 69 91 32 – 31 77

**1.26 Additional information on the Programme**

**1.26.1 Updates**

The Issuer shall update in due time the *information memorandum* in accordance with the legal laws and regulations applicable for rated programmes of French *Titres de Créances Négociables*.

Annual update

The Issuer shall update each year its *information memorandum* within 45 days following the shareholders' annual general meeting, or the equivalent body, voting on the accounts for the last financial year.

Permanent update

The Issuer shall immediately update its *information memorandum* following any change to the Commercial Papers under this Programme relating to:

- the maximum amount of its outstanding Commercial Paper issues;
- the *Agent Domiciliataire*;
- any new circumstance which may have a significant effect on the Commercial Papers or on the outcome of the issue programme.

**1.26.2 Communication**

The Issuer shall, in accordance with applicable laws and regulations, immediately and free of charge, provide its *information memorandum*, and its updates to the entities involved in the implementation of its Programme such as:

- *Agent Domiciliataire*;
- Intermediaries for the purchase and sale of the Commercial Papers and any person who requests them.

The Issuer shall communicate immediately each update to the *Banque de France*.

**1.27 Language of the information memorandum**

The English version of this information memorandum shall prevail. The French version is for information purposes only



## II. DESCRIPTION OF THE ISSUER

Article D. 213-9, II, 2° of the French monetary and financial code and Article 7, 3° paragraph of the Order of 30 May 2016 and subsequent amendments

**2.1 Legal name:**  
**LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE**

**2.2 Legal form / status:**

The Issuer, which is a credit institution, was founded in the Federal Republic of Germany as a public law institution. It is incorporated under German public law and is subject to the jurisdictions of the courts of the Federal Republic of Germany. Helaba is a legal entity under public law. Within the scope of the "Single Supervisory Mechanism" (SSM: uniform mechanism for banking supervision in the Eurozone, which other EU countries may join as members on a voluntary basis), Helaba has since November 4, 2014 been subject to direct regulation and supervision by the European Central Bank (ECB). The basis for the assumption of direct supervision by the ECB over Helaba is the classification of Helaba as a "significant" institution. In its supervisory function, the ECB is supported by the Federal Financial Supervisory Authority (Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht), an independent authority with supervisory powers, as well as by Deutsche Bundesbank.

In addition to such general banking supervision, Helaba is subject to the statutory supervision of the Federal States of Hesse and Thuringia (Sections 2(1) and 12(1) of the State Treaty).

**2.3 Date of incorporation/establishment:**

The *Hessische Landesbank Girozentrale* was formed in 1953 by the merger of *Hessische Landesbank Darmstadt* (founded in 1940), of *Nassauische Landesbank Wiesbaden* (founded in 1840) and the *Landeskreditkasse zu Kassel* (founded in 1832). On 1 July 1992 the Treaty on the Formation of a Joint Savings Bank Organisation between the Federal States of Hesse and Thuringia came into force. Since then Helaba has operated under the name "Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale".

The Issuer's legal name is "Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale", the name used for commercial purposes is "Helaba".

Helaba was founded in Germany and is incorporated as an entity under German public law (rechtsfähige Anstalt des öffentlichen Rechts).

**2.4 Registered office:**

Neue Mainzer Strasse 52-58  
D-60311 Frankfurt am Main  
Tel: +49 69 91 32 – 01  
Fax: +49 69 29 15 17

Bonifaciusstrasse 16  
D-99084 Erfurt  
Tel: +49 361 217 – 71 00  
Fax: +49 361 217 – 71 01

**2.5 Registration number and place of registration:**

Helaba is registered with the commercial registers of Frankfurt am Main (HRA 29821) and Jena (HRA 102181).

## 2.6

### **Issuer's mission summary:**

Helaba is a regional bank.

The Bank shall in particular perform the functions of a central institution for the savings banks in the Federal States of Hesse, Thuringia and North Rhine-Westphalia and the functions of a municipal bank and a state bank in the Federal States of Hesse and Thuringia. The Bank may also assume the functions of a central institution for savings banks in other federal states.

In its capacity as a central institution for savings banks, the Bank shall in particular manage the liquid funds of the savings banks in the federal states specified in sub-section 1 by means of an appropriate investment policy and shall extend appropriate liquidity facilities to the savings banks. It shall also be responsible, in cooperation with the savings banks, for business operations arising from its activities in the aforementioned capacity.

In its capacity as a municipal bank and state bank, the Bank shall conduct the banking operations of local authorities and local authority associations, of the Federal States of Hesse and Thuringia, of other corporations, institutions and foundations under public law and of enterprises associated with them and shall assist them in the realisation of their functions by means of its business operations.

The Bank may perform trustee and public development functions for the Federal States of Hesse and Thuringia and other public authorities. In respect of public development schemes, particularly in the fields of housing and urban development, industry and commerce, agriculture and environmental protection, these functions shall be performed by divisions established within the Bank in Hesse and Thuringia in accordance with section 8 sub-section 4 of the Treaty on the Formation of a Joint Savings Banks Association Hesse-Thuringia.

The Bank shall operate a Building and Loan Association (*Bausparkasse*), in particular in the Federal States of Hesse and Thuringia, in accordance with the provisions of the German Act on Building and Loan Associations (*Gesetz über Bausparkassen*). It shall be a legally dependent institution and shall be known as "Landesbausparkasse Hessen-Thüringen". Separate annual accounts and a management report are to be prepared for the Building and Loan Association.

The Bank may conduct banking operations of all kinds and also perform other services and carry out other transactions customary in the banking industry insofar as such banking operations and other services and transactions are directly or indirectly conducive to achieving the Bank's purposes. Subject to this, the Bank may acquire equity holdings, create its own independent institutions and acquire and dispose of developed and undeveloped real property and equivalent titles.

The Bank shall be entitled to issue *Pfandbriefe* in accordance with the provisions of the German *Pfandbrief Act (Pfandbriefgesetz)* and other bonds.

Within the scope of its functions the Bank may become a member of associations and other organisations.

The Bank's business operations shall be conducted on the basis of good commercial practice taking into account general economic considerations and serving the needs of the savings banks and municipal authorities. In view of the public nature of the Bank's mission, generating profit shall not be the main object of its business operations.

### **Deposit Protection and Investor Compensation Scheme**

Helaba is a member of the Deposit Protection and Investor Compensation Scheme of the Sparkassen-

Finanzgruppe (the “Scheme”). The aim of the Scheme is to ensure that the member institutions themselves are protected, in particular their liquidity and solvency. All savings banks, Landesbanks and home loan and savings associations (Landesbausparkassen) are members of this Scheme. In accordance with its memorandum and articles of association, the Scheme consists of a joint liability scheme of interconnected assets which are raised by the savings banks, the Landesbanks and Central Giro Institutions and Landesbausparkassen. In the event of a crisis, liquidity and solvency of an institution can be protected by relevant support measures. Institutions affected by the crisis can thus be enabled to continue performing their obligations without restrictions.

The Deposit Guarantee Act which took effect on 3 July 2015 transposed the requirements of the EU-Directive on Deposit Guarantee Schemes into national law in Germany. The Sparkassen-Finanzgruppe adapted its deposit protection and investor compensation system on time to the amended statutory requirements. In particular, deposit protection scheme for protecting deposits eligible for compensation in an amount of EUR 100,000 per customer was installed, over and above the institutional protection. Moreover, the target funding of the deposit protection and investor compensation scheme was increased and modified to accommodate the revised calculation basis. The Federal Financial Supervisory Authority (Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht - BaFin) has recognised the institutional protection system of the Sparkassen-Finanzgruppe as a deposit guarantee scheme as defined in the Deposit Guarantee Act.

In addition, there is the Reserve Fund of the Savings Banks and Giro Association Hesse-Thuringia, of which Helaba has become a member. Supplementing these Reserve Funds, Rheinischer Sparkassen- und Giroverband - (RSGV) and Westfälisch-Lippischer Sparkassen- und Giroverband (SVWL) each have established an additional reserve fund in favour of Helaba within the scope of their share taken in the ordinary capital of Helaba (4.75% each) in 2012.

## 2.7

### **Brief description of current activities:**

(I and II of 3<sup>o</sup> of Article 2 of the Amended Order (*arrêté*) of 13 February 1992).

For a comparative information on the results of the two last financial periods in the main business areas of Helaba: please refer to pages 80 and 85 to 86 of the Annual Report 2015.

### **Business Overview**

Helaba is authorized to perform any kind of banking operations and to render any kind of financial services, with the exception of operating a Multilateral Trading Facility.

Helaba's strategic business model centres on the three corporate units 'Wholesale Business', 'S-Group-Business, Private Customers and SME Business' and 'Public Development and Infrastructure Business'.

The Bank's registered offices are situated in Frankfurt am Main and Erfurt and it also has branches in Düsseldorf, Kassel, Paris, London and New York. These are joined by representative and sales offices, subsidiaries and affiliates.

Helaba's activities in the 'Wholesale Business' unit concentrate on the six core business divisions of Real Estate, Corporate Finance, Financial Institutions and Public Finance, Global Markets, Asset Management and Transaction Banking. In sales, Helaba follows two different approaches, firstly targeting product customers from the various product fields and, secondly, directing customer sales efforts across all products at major companies and the upper SME segment, institutional customers, municipal corporations and central, regional and local public authorities.

In the business segment "S-Group-Business, Private Customer and SME Business", Helaba as the central bank for the savings banks acts as the central provider of products and as a service platform for the savings banks in Hesse and Thuringia, in North-Rhine Westphalia and in Brandenburg. In Hesse and

Thuringia Helaba and the S-Group Sparkassen make up the Sparkassen-Finanzgruppe Hessen-Thüringen, based on the business model of economic unity, the preparation of consolidated financial statements and a joint S-Group rating. Comprehensive co-operation agreements have been entered into with the Sparkassen and their associations in North Rhine-Westphalia. In addition, there are sales co-operation agreements with the Sparkassen in Brandenburg. The agreements with the Sparkassen in North Rhine-Westphalia and Brandenburg complement the S-Group Concept of the Sparkassen-Finanzgruppe Hessen-Thüringen, which continues in its current form.

Via the legally dependent Landesbausparkasse Hessen-Thüringen, Helaba is active in the home loan and savings business. Frankfurter Sparkasse, a wholly owned and fully consolidated subsidiary of Helaba organised under German public law, is a significant retail bank in the Frankfurt/Main region. Via 1822direkt Frankfurter Sparkasse is acting in the national direct banking business. Frankfurter Bankgesellschaft (Schweiz) AG and its wholly-owned subsidiary Frankfurter Bankgesellschaft (Deutschland) AG provide Helaba's products and services for Sparkassen in the segment of private banking and wealth management and asset management.

In the Public Development and Infrastructure Business unit, Helaba has been entrusted with administering public development programmes for the Federal State of Hesse via Wirtschafts- und Infrastrukturbank Hessen (WIBank), a legally dependent entity within Helaba. WIBank enjoys the direct statutory guarantee of the State of Hesse as permitted under EU law. In addition, Helaba has stakes in numerous other development institutions in Hesse and Thuringia.

### **Trend Information**

#### *Competitive Conditions*

Competitive conditions in the German banking industry are being influenced by sustained historically low interest rates and the action taken to implement the European banking union. Alongside the historically low key interest rates, the ECB's asset purchase programmes are flooding the markets with liquidity. At the same time, institutional investors (insurance companies, pension funds) are increasingly looking for alternative investment opportunities and are opting to invest in new asset classes (infrastructure, commercial real estate, renewable energies). They are thus becoming competitors of the banks and are ratcheting up the pressure on margins in long-term new business. Nevertheless, opportunities are arising for credit institutions with stable funding structures and a focus on selected core business areas to strengthen and expand their market positions.

Key changes in the regulatory framework were as follows:

#### *Prudential supervision by the ECB (Single Supervisory Mechanism, SSM)*

Since November 2014, the ECB has held responsibility for the direct supervision of 123 "significant" banking groups in the euro zone, including 21 German banks, as part of the changes under the Single Supervisory Mechanism (SSM). The Helaba Group, together with its affiliated subsidiaries Frankfurter Sparkasse and Frankfurter Bankgesellschaft (Deutschland) AG, is among the banks classified as "significant" and therefore subject to direct supervision by the ECB.

#### *Capital and liquidity requirements (Basel III/CRD IV/CRR)*

As a result of the CRD IV/CRR, the capital requirements for credit institutions are becoming significantly tighter in terms of both quality and quantity. The new capital ratios will be phased in over the period up to 2019.

CRD IV provides for a transitional phase until the end of 2021 for capital instruments that are currently recognised as regulatory Tier 1 capital, but will not meet the future requirements for such capital. At Helaba, this affects silent participations with a nominal amount of € 953 m.

During the course of 2015, Helaba held numerous discussions with the Joint Supervisory Team (JST), a team on which the ECB and the national supervisory authorities are jointly represented. One of the

outcomes of the supervisory review and evaluation process (SREP) was that the ECB notified Helaba in February 2015 of the minimum Common Equity Tier 1 (CET 1) capital ratio (on a consolidated basis) that it required Helaba to maintain (SREP ratio). The Bank must comply with this ratio at all times. The Bank was notified of a capital requirement of 9.25 % for 2016 in a letter dated 20 November 2015. BaFin has instructed Helaba, being a bank that is otherwise systemically important in a domestic context, to establish an additional CET 1-buffer – in an amount of 1.0 percentage point for Helaba – in three steps from 2017 until 1 January 2019.

Uniform liquidity requirements to be applied throughout Europe and measured using the liquidity coverage ratio (LCR) became mandatory from October 2015. The minimum LCR requirement will be gradually raised, progressing from 60 % in 2015 to 70 % in 2016 and then to 100 % in 2018. On 31 October 2014, the Basel Committee submitted revised requirements for the second liquidity ratio, the net stable funding ratio (NSFR). It can be assumed that these revised requirements from the Basel Committee will be implemented in European law and this ratio requirement will come into force in 2018. Both liquidity ratios will generally lead to an increase in liquidity management costs and therefore have a negative impact on profitability. Helaba started to adapt at an early stage to the new liquidity management requirements and believes it is in a good position to meet the regulatory requirements accordingly.

The leverage ratio measures the ratio between regulatory capital and the unweighted total of all on-balance sheet and off-balance sheet asset items (including derivatives). Currently, the leverage ratio has to be reported to the supervisory authorities as an indicator for monitoring purposes. The ratio must be publicly disclosed by banks. A mandatory minimum ratio is expected to be specified with effect from 1 January 2018. The European Commission is likely to decide on the details during 2016/2017.

## 2.8 Capital:

### 2.8.1 Amount of capital subscribed and fully paid:

As mentioned on pages 83, 84, and 134 of the Annual Report 2015 of the Helaba Group (Appendix I), as at 31 December 2015, the Issuer has a subscribed and fully paid capital of Euro 2,509 million.

The subscribed capital of Euro 2,509 million comprises the share capital of Euro 589 million paid in by the owners in accordance with the Charter and the capital contributions of Euro 1,920 million paid by the Federal State of Hesse.

### 2.8.2 Fraction of issued capital not fully paid:

Not applicable.

## 2.9 List of main shareholders:

As mentioned on page 135 of the Annual Report 2015 of the Helaba Group as at 31 December the share capital of the Issuer was split as follows:

Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen	68.85%
State of Hesse	8.10%
Rheinischer Sparkassen- und Giroverband	4.75%
Sparkassenverband Westfalen-Lippe	4.75%
Fides Alpha GmbH	4.75%
Fides Beta GmbH	4.75%
State of Thuringia	4.05%

## 2.10 Regulated markets on which the shares or debt securities of the issuer are listed:

Not applicable.

## 2.11

### **Composition of governing bodies and supervisory bodies:**

The management of the Bank is constituted of a Board of Managing Directors and a Supervisory Board.

The members of the Board of Managing Directors are appointed by the Board of Owners who consists of sixteen members (§8(1) of the Charter of Helaba) and approved by the Supervisory Board.

As at 31 December 2015, the members of the Board of Managing Directors were:

Herbert Hans Grüntker (Chairman)  
Jürgen Fenk  
Thomas Groß  
Dr. Detlef Hosemann  
Rainer Krick  
Klaus-Jörg Mulfinger  
Dr. Norbert Schraad

The Supervisory Board supervises the conduct of business of the Board of Managing Directors and consists of thirty-six members (§11(1) of the Charter of Helaba).

As at 31 December 2015, the members of the Supervisory Board were:

Chairman  
Gerhard Grandke

Deputies  
Dr. Werner Henning  
Dr. Thomas Schäfer  
Hans Martz (until 31 December 2015) Thorsten Derlitzki

Members of the Supervisory Board:

Andreas Bausewein  
Dr. Annette Beller  
Ingo Buchholz  
Patrick Burghardt  
Georg Fahrenschohn  
Ulrich Heilmann  
Bertram Hilgen

Dr. Christoph Krämer  
Manfred Michel  
Frank Nickel  
Clemens Reif  
Thorsten Schäfer-Gümbel

Uwe Schmidt  
Dr. Hartmut Schubert  
Wolfgang Schuster  
Dr. Eric Tjarks

Alfred Weber (until 31 December 2015)  
Ulrich Zinn  
Arnd Zinnhardt

Members of the Supervisory Board elected by the employees:

Frank Beck  
Brigitte Berle  
Thorsten Derlitzki-Deputy Chairman  
Werner Dölitzscher

Gabriele Fuchs  
Thorsten Kiwitz  
Christiane Kutil-Bleibaum  
Annette Langner  
Susanne Noll  
Hans Peschka  
Birgit Sahliger-Rasper  
Susanne Schmiedebach

The position of one member of the Supervisory Board was vacant.  
For each member a deputy member has been appointed.

**2.12 Accounting method for consolidated accounts:**

As mentioned on page 87 of the Annual Report 2015 of the Helaba Group (Appendix I), the consolidated financial statements of the Helaba Group for the year ended 31 December 2015 have been prepared pursuant to Section 315a (1) of the German Commercial Code (Handelsgesetzbuch, HGB) and Regulation (EC) No. 1606/2002 of the European Parliament and of the Council of 19 July 2002 (IAS Regulation) in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRSs), as published by the International Accounting Standards Board (IASB) and adopted by the European Union (EU).

**2.13 Accounting year:**

1st January to 31st December.

**2.13.1 Date of the last general annual meeting of shareholders:**

23 March 2016

**2.14 Fiscal year:**

As mentioned on page 181 of the Annual Report 2015 of the Helaba Group (Appendix I), the fiscal year starts on 1st January and ends on 31st December.

**2.15 Independent auditors of the issuer, who have audited the issuer's annual accounts**

**2.A.15.1 Independent auditors**

Burkhard Eckes  
Peter Flick  
PricewaterhouseCoopers Aktiengesellschaft Wirtschaftsprüfungsgesellschaft,  
Friedrich-Ebert-Anlage 35-37,  
60327 Frankfurt am Main  
Germany

**2.A.15.2 Independent auditors report**

The Auditor's opinions appear on:

- Page 181 of the Annual Report 2015 of the Helaba Group (Appendix I)
- Page 170 of the Annual Report 2014 of the Helaba Group (Appendix I)

**2.16 Other equivalent programmes of the Issuer:**

The Issuer has a 10 billion Euro-Commercial Paper, Euro-Certificate of Deposit Programme and a 5 billion USD-Commercial Paper Programme.

**2.17 Rating of the issuer:**

Short term debt of the issuer is rated A-1\* by Standard & Poor's, rated P-1 by Moody's Investors Service and F1+\* by Fitch Ratings.

**2.18 Additional information on the Issuer:**

Optional<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> Optional : information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation



**III. CERTIFICATION OF INFORMATION FOR THE ISSUER**

**Articles D. 213-9, 4° of the French monetary and financial code and subsequent amendments**

**3.1 Persons responsible for the information memorandum concerning the programme of Commercial Paper:**

Name: Bernd Gesser  
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)  
Title: Head of Transaction Management

Name: Isabell Schmidt  
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)  
Title: Middle Office Clerk

**3.2 Declaration of the persons responsible for the information memorandum concerning the programme of Commercial Paper:**

To our knowledge, the information contained in this *information memorandum* is true and there is no information the omission of which would make such information misleading.

**3.3 Date, Place of signature and Signature:**

Executed in Frankfurt, on 22 July 2016.

BERND GESSER

ISABELL SCHMIDT

**3.4 Independent auditors of the Issuer, who have audited the accounts of the Issuer's annual report**

Burkhard Eckes  
Peter Flick  
PricewaterhouseCoopers Aktiengesellschaft Wirtschaftsprüfungsgesellschaft,  
Friedrich-Ebert-Anlage 35-37,  
60327 Frankfurt am Main  
Germany

**Independent auditors report**

The Auditor's opinions appear on:

- Page 181 of the Annual Report 2015 of the Helaba Group (Appendix I)
- Page 170 of the Annual Report 2014 of the Helaba Group (Appendix I)

#### **IV. INFORMATION CONCERNING THE ISSUER'S REQUEST OF THE STEP LABEL**

An application for a STEP label for this Programme will be made to the STEP Secretariat. Information as to whether the STEP label has been granted for this Programme may be made available on the STEP market website (initially [www.stepmarket.org](http://www.stepmarket.org)).

This website is not sponsored by the Issuer and the Issuer is not responsible for its content or availability.

Unless otherwise specified in this Information Memorandum, the expressions "STEP", "STEP Market Convention", "STEP label", "STEP Secretariat", and "STEP market website" shall have the meaning assigned to them in the Market Convention on Short-Term European Paper dated 25 October 2010 and adopted by the ACI – The Financial markets Association and the European Banking Federation (as amended from time to time).

**APPENDICES**

- I**      **Issuer's Consolidated Annual Reports and financial accounts**  
Annual Report 2015 of the Helaba Group  
Annual Report 2014 of the Helaba Group
  
- II**     **Report of independent auditors**
  
- III**    **Rating of the Programme, additional information**

## **Appendix I**

### **Issuer's consolidated Annual Reports and financial accounts**

Annual Report 2015 of the Helaba Group  
See attachment: Helaba – Annual Report

<https://www.helaba.com/com/helaba/investor-relations/annual-reports/annual-reports-2015>

Annual Report 2014 of the Helaba Group  
See attachment: Helaba - Annual Financial Report-

<https://www.helaba.com/com/helaba/investor-relations/annual-reports/annual-reports-2014>

Also available on [www.helaba.de](http://www.helaba.de)

**Appendix II**

**Report of independent auditors**

Please see Appendix I

### **Appendix III**

#### **Rating of the Programme, additional information**

##### **Moody's Investors Service**

Rating assigned by Moody's Investors Service to this Programme can be checked at the following internet address:

<https://www.moody.com/credit-ratings/Landesbank-Hessen-Thuringen-GZ-credit-rating-370500>

Moody's Investors Service identifier for Helaba: 370500

Moody's Investors Service identifier for this French Commercial Paper programme is: 822584677

##### **Fitch Ratings**

Rating assigned by Fitch to this Programme can be checked at the following internet address:  
<https://www.fitchratings.com/gws/en/esp/issr/81203656/issue/87019763/>

Fitch Rating Services identifier for Helaba: 81203656